

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3406 - Dimanche 9 novembre 2014 - Prix : 10 DA

Région de Jijel

**Récupération
d'un important lot
d'armes de guerre**

Page 24



Salon agroalimentaire Interfood de Djakarta du 12 au 15 novembre

28 opérateurs algériens et 50 hommes d'affaires au rendez-vous

Lire page 2

**En Libye deux
camps pour une
même ambition**

Par Mohamed Habili

S'il semble qu'à Benghazi les affrontements sont en train de donner l'avantage à l'Armée nationale sur les milices islamistes, il en est tout autrement à Tripoli, sur quoi le gouvernement de Tobrouk, dont relève cette armée, n'a tout simplement aucune prise. En fait, la bataille pour le contrôle de Tripoli n'a pas encore commencé. Pour l'heure, du reste, on ne peut même pas écarter l'hypothèse qu'elle n'ait pas lieu au bout du compte. Ce serait notamment le cas si Benghazi n'était pas libéré des milices islamistes, dont Ansar Acharia, une organisation terroriste, ou que l'offensive menée actuellement par l'Armée nationale soit repoussée. Ce serait pourtant une erreur d'affirmer que la Libye s'est d'ores et déjà scindée en deux entités irrécyclables. Ce serait aller vite en besogne parce que ce pays est en guerre, situation de fait qu'aucune partie prenante d'ailleurs ne semble vouloir assumer pour ce qu'elle est, et que tant que les combats se poursuivront, tant donc qu'il n'y aura ni vainqueur ni vaincu, l'unité politique aura le pas sur la division, même si évidemment la première est pour le moins compromise. Ce n'est pas la décision prise par la Cour suprême siégeant à Tripoli, et donc entièrement sous le contrôle des islamistes, de dissoudre le Parlement de Tobrouk, qui soit à même de changer quelque chose à la situation d'ensemble.

Suite en page 3

Le FFS répond aux critiques du RCD

**«Nous ne sommes pas une
bouée de sauvetage du pouvoir»**

Après 21 rencontres dans le cadre des consultations lancées par le vieux parti de l'opposition en vue de la reconstruction d'un consensus national, le FFS répond aux critiques de son traditionnel rival, le RCD, affirmant que le parti est «une bouée de sauvetage pour l'Algérie et non du pouvoir».

Lire page 3



Ph > H. Messirj. A.

Transplantation rénale

**Considérable baisse
des dons de reins**

Page 5

Clôture du Salon international du livre d'Alger

**Une édition
pleinement réussie**

Page 13



Salon agroalimentaire Interfood de Djakarta du 12 au 15 novembre

28 opérateurs algériens et 50 hommes d'affaires au rendez-vous

■ En plus des opérateurs économiques, la délégation comprendra 50 hommes d'affaires et un représentant du Centre de recherche scientifique et technique des régions arides (CRCTRA) qui présentera des communications et des fiches techniques sur les différentes qualités et variantes de la datte algérienne..

Par Yasmine Ayadi

Dans la perspective de promouvoir le produit algérien à l'extérieur, l'Algérie prend part pour la première fois au Salon Interfood prévu à Djakarta (Indonésie) prévu du 12 au 15 novembre. C'est ce qui a été déclaré hier lors d'une cérémonie en faveur des opérateurs et hommes d'affaires qui prendront part à cette manifestation économique qui a eu lieu à l'Agence nationale de développement du commerce extérieur (Algex). Cette rencontre a vu la présence de Faroukhi, directeur générale du commerce extérieur et Khobzi, responsable des moyens généraux de l'Agence nationale de développement du commerce extérieur ainsi que des professeurs de l'Ecole nationale de l'agronomie. Les intervenants ont souligné globalement la richesse du patrimoine génétique de cer-



Photo: Mendi. J. A.

tains produits agricoles, comme c'est le cas des dattes notamment. La menace climatique, les conditions de stockages et de traitement ainsi que la nécessité de la maîtrise technique et les

recherches et développement sont les différents points soulevés par les professionnels présents à cette rencontre et lesquels ont mis l'accent sur «un marché qui devient de plus en plus exigeant

sur les normes». pour ce qui est du Salon Interfood qui sera abrité en Indonésie, une délégation composée de vingt-huit opérateurs activant dans le secteur de l'agroalimentaire, notamment des

producteurs et des exportateurs de dattes ainsi que d'autres produits tels que le caroube et ses dérivés, les olives et le miel, représentant plusieurs régions du pays, à savoir Biskra, Ghardaïa, Ouargla, El Oued, Tébessa, Adrar, Batna, Laghouat, Alger et Boumerdès. En plus des opérateurs économiques, la délégation comprendra 50 hommes d'affaires et un représentant du Centre de recherche scientifique et technique des régions arides (CRCTRA) qui présentera des communications et des fiches techniques sur les différentes qualités et variantes de la datte algérienne, précise le communiqué qui souligne qu'en raison de «l'importance de cet événement» qui se déroule dans un des pays les plus importants du sud-est asiatique, et «en vue d'insuffler une nouvelle dynamique au programme de promotion des exportations». Y. A.

FLN

Des militants exigent la tenue d'une session extraordinaire

C'est la grogne à l'ex-parti unique où la colère ébranle cette formation politique qui vit au rythme des conflits internes qui minent sa stabilité. Des militants et cadres du parti sont montés au créneau pour exiger le départ de l'actuel SG, Amar Saâdani et la tenue d'une session extraordinaire pour élire un nouveau chef. Les militants, cadres, mem-bres du Comité central(CC) ainsi que des élus du parti FLN au sein du Parlement, sont montés hier au

créneau pour dénoncer certaines «pratiques illégales» de la direction du parti. En effet, dans un communiqué de presse rendu public adressé à notre rédaction, les rédacteurs ont dénoncé certains dépassements qui, disent-ils, sont de nature à diviser les rangs du parti. «Nous condamnons toutes ces pratiques et dépassements qui sont de nature à détruire l'unité du parti et semer la division dans le rang du FLN», lit-on dans ce communiqué. D'autre par, les

contestataires exigent la convocation d'une session extraordinaire du Comité central pour élire la direction du parti, à l'issue de laquelle sera consacrée la légitimité et la pratique démocratique des réformes initiées par le Président de la République. Enfin, les rédacteurs lancent un appel au secours du parti. «Nous demandons à toutes les bonnes volontés jalouses de la mémoire et de l'héritage des martyrs pour sauver le Front de

libération nationale (FLN) de ces pratiques odieuses». Par ailleurs, plusieurs dizaines de militants ont tenu hier un rassemblement devant le siège du parti à Hydra pour demander le départ de l'actuel secrétaire général et la tenue d'une session extraordinaire du Comité central. Les protestataires ont été empêchés par la police d'avancer vers le siège du parti où d'autres militants, cadres et élus, étaient rassemblés pour afficher leur soutien à Saâdani. Yazid Madi

Pour opérer une «véritable transition démocratique» Menasra souhaite «consacrer le dialogue»

LE PRÉSIDENT du Front du changement (FC), Abdelmadjid Menasra a souligné samedi à Alger la nécessité de consacrer les voies du dialogue et les mécanismes d'entente entre les différentes parties afin d'opérer une véritable transition démocratique.

«Pouvoir, opposition et société civile doivent se réunir autour d'une même table afin d'engager un dialogue large et sérieux en faveur de la concrétisation de la transition démocratique», a indiqué le responsable à l'ouverture d'une journée d'étude intitulée «Projet du 1^{er} Novembre, entre libération du pays et édification de l'Etat». Pour lui, l'entente nationale qui fait primer le principe de majorité «constitue le fondement de la transition démocratique» escomptée.

Il a estimé que l'Histoire de l'Algérie devait être prise en référence pour ce qui est de l'importance de l'unification des rangs.

«Les Algériens ont réussi lorsqu'ils se sont unis autour de l'intérêt de l'Algérie et échoué à partir du moment où certains ont monopolisé le pouvoir», a-t-il rappelé.

Le président du FC fait état d'un fossé séparant la société du pouvoir qu'il impute à plusieurs facteurs dont «l'absence de confiance et l'échec dans l'édification des institutions».

R N

La crise qu'a connue la région de Ghardaïa Hanoune pointe du doigt les barons de la contrebande

La présidente du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, a appelé, samedi depuis Ghardaïa, les Algériens à préserver et à renforcer l'unité nationale pour se «prémunir des visées et menaces qui planent sur le pays.» S'exprimant lors d'un meeting, à la salle de cinéma M'zab, devant un parterre de cadres, de militants et de sympathisants du parti, M^{me} Hanoune a indiqué que les Algériens sont conscients que l'intégrité du territoire national, un acquis du 1^{er} Novembre 1954, est «une ligne rouge à ne pas franchir». Rappelant succinctement la crise qu'a connue la région de Ghardaïa, la présidente du PT a pointé du doigt les barons de la contrebande et de produits prohibés comme étant «à l'origine de cette crise programmée par des puissances étrangères, dans le cadre d'une stratégie visant à effriter les pays sur des bases religieuses, culturelles et autres».

«Ces barons sont des relais d'ONG étrangères qui activent pour diviser le peuple algérien (...). Les habitants de Ghardaïa ont vécu depuis des siècles dans la paix et la fraternité. Nul ne peut diviser ce peuple», a-t-elle martelé, tout en plaidant pour le renforcement de la culture de la paix et de la fraternité entre les Algériens. M^{me} Hanoune a également prôné la nécessité de militer pour «l'instauration de la deuxième République», et de rompre avec les «pratiques bureaucratiques du parti unique». Elle a aussi appelé à la concrétisation des réformes politiques et la révision de la Constitution, afin de construire un Etat de droit qui garantirait notamment l'indépendance de la justice ainsi que les libertés individuelles et collectives. Evoquant les différents problèmes du quotidien des citoyens dans différentes régions du pays, la présidente du PT s'est prononcée en



Photo: Soraya/J. A.

faveur de la création d'un ministère de la Planification pour pouvoir dégager les priorités de chaque région et les moyens de sa mise à niveau. M^{me} Hanoune s'est, par ailleurs, dressée contre l'adhésion de l'Algérie à l'OMC et contre le libre échange avec l'UE et la Ligue arabe qui «n'avanta-

gent nullement l'économie nationale», a-t-elle estimé. La présidente du Parti des travailleurs a réitéré son appel aux Algériens à préserver l'unité nationale et les acquis de la Révolution du 1^{er} Novembre 1954.

Halim T./APS

Le FFS répond aux critiques du RCD

«Nous ne sommes pas une bouée de sauvetage du pouvoir»

■ Après 21 rencontres dans le cadre des consultations lancées par le vieux parti de l'opposition en vue de la reconstruction d'un consensus national, le FFS répond aux critiques de son traditionnel rival, le RCD, affirmant que le parti est «une bouée de sauvetage pour l'Algérie et non du pouvoir».

Par Nacera Chennai

Jusqu'à hier, la direction de Front des forces socialistes a tenu 21 rencontres avec les partis, associations et autres organisations de la société civile, et commence à avoir l'appui notamment du Front de libération nationale, Tajamou Amal El Jazair d'Amar Ghoul et le PLJ de Mohamed Said, outre des personnalités nationales dont l'ancien président du MSP, Bouguerra Soltani. Cependant, le vieux parti de l'opposition reste sommé par le rejet et les critiques de la Coordination pour les libertés et la transition démocratique (CNLTD), composée du MSP, Djil Djadid, El Adala de Abdellah Djeballah, En Nahda, le RCD et l'ancien Chef du gouvernement Ahmed Benbitour, sachant qu'ils sont pour une période de transition en Algérie et des élections anticipées qui toucheraient tout le processus.

Dans ce contexte, la direction du FFS a réuni hier ses cadres, militants et sympathisants, au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou. A cette occasion, le premier secrétaire national du FFS déclarera envers les attaques de certains partis : «Nous nous attendions à ces attaques eu égard à l'importance de notre initiative et nous avons pris la décision de ne pas répondre». Cette situation n'a pas empêché Nebbou d'appeler une nouvelle fois toutes les parties, y compris les auteurs de ces attaques, à se «concerter et dégager des solutions pour la situation grave que vit le pays».

D'autre part, ce responsable est revenu sur les 21 rencontres que la direction du FFS a tenues avec les partis et organisations de la société civile. Pour un premier bilan, Nebbou a qualifié ces rencontres de «positives»



Ph/E. Soraya/J.A.

tout en affirmant qu'il y a eu des «convergences et divergences de points de vue». Le FFS est aussi «optimiste» quant à l'aboutissement de son projet de reconstruction d'un consensus national, selon Nebbou qui a annoncé que cette initiative «n'a reçu aucune opposition frontale». Le FFS affirme s'adresser aux différents partenaires avec une feuille blanche, son premier secrétaire national a expliqué hier devant les cadres du parti que ces consultations sont «une prise de contact avec leurs partenaires et se déroulent dans un climat serein et confiant».

Dans ce contexte, il a affirmé la poursuite des consultations selon l'agenda déjà établi avant de préciser que «la conférence nationale autour du consensus n'est pas une fin en soi» et que

le parti prendra le temps qu'il faut pour faire aboutir son initiative. Djamel Bahloul, secrétaire national chargé de l'animation politique, a rappelé que «l'initiative du FFS n'est pas une bouée de sauvetage pour le pouvoir mais c'est plutôt pour sauver l'Algérie».

Dans ce sillage, il a ajouté que l'initiative du FFS est de rassembler l'ensemble des acteurs politiques autour d'une table, y compris le pouvoir. Il s'agit, selon ce responsable, de débattre des solutions susceptibles de faire transiter le pays vers un Etat de droit et de justice sociale. Bahloul a souligné que son parti s'inscrit «contre la politique de l'affrontement qui génère l'anarchie, et privilégie plutôt les solutions pacifiques à travers le débat afin de préserver la cohésion, l'unité et la souve-

raineté nationales». La réplique du FFS intervient au lendemain des critiques du RCD, membre de la CNLTD.

Lors de la réunion de son conseil national, le RCD a qualifié le projet du FFS de «démarche de compromission». Mohcine Belabes, président du RCD, s'est dit convaincu que le parti de Hocine Ait Ahmed roule pour le pouvoir, en prévision de sa prochaine entrée dans le gouvernement et cherche, en même temps, à saborder la démarche de la CNLTD. Pour sa part, le président du Front de la justice et du développement (FJD), Abdellah Djeballah, a affirmé vendredi à Alger que son parti «n'est pas convaincu» de l'initiative du Front des forces socialistes (FFS) pour la tenue d'une conférence du consensus national. **N. C.**

Tenue d'une conférence du consensus national

Le Front El-Moustakbal soutient l'initiative du FFS

Le président du Front El-Moustakbal, Abdelaziz Belaid, a exprimé, hier à Alger, «son soutien absolu» à l'initiative du parti du Front des forces socialistes (FFS), relative à la tenue d'une conférence du consensus national. Le Front El-Moustakbal «salue l'initiative appelant à la tenue d'une conférence du consensus national avec la participation de tous les acteurs politiques, des personnalités nationales et de la société civile», a indiqué M. Belaid lors d'une conférence de presse animée à l'issue de la réunion des présidents des bureaux de wilaya de son parti. Il a qualifié de «positive» la dernière réunion tenue entre des représentants de sa formation et une délégation du FFS, dans le cadre des rencontres entre

le FFS et plusieurs acteurs politiques sur la conférence du consensus national, soulignant qu'elle est «à même d'aboutir à une vision claire sur cette conférence». «Nous sommes actuellement dans l'attente d'une rencontre nationale avec la participation de toutes les catégories concernées, en vue de présenter des propositions, des idées et une stratégie globale à examiner lors de la conférence du consensus national, prévue en fin d'année», a-t-il précisé, appelant «à contribuer à l'édification d'une société équilibrée et d'une économie forte, ainsi qu'à la consécration des acquis réalisés dans tous les domaines». Sur la possibilité d'opérer un «changement global» dans la société, M. Belaid a affirmé que ce changement «ne

peut survenir qu'avec l'implication des autorités publiques et à travers l'évaluation globale des réalisations et une définition objective des lacunes». Le président du Front El-Moustakbal a insisté sur la nécessité d'«impliquer l'élite nationale et les compétences scientifiques, politiques et économiques dans la réalisation de ce changement qui est à même d'édifier une Algérie forte». M. Belaid a en outre souligné la nécessité de prendre en charge l'élément humain, notamment les jeunes à travers «le soutien de la formation, la lutte contre le chômage, la consécration de la citoyenneté, la lutte contre la corruption et la réalisation du développement dans tous les domaines». **Salim Y.**

LA QUESTION DU JOUR

En Libye deux camps pour une même ambition

suite de la page Une

En Libye aujourd'hui, il existe deux gouvernements et deux assemblées législatives, deux camps qui s'opposent sur tout, et qui se font la guerre : les nationalistes d'un côté dont le refuge est Tobrouk, les islamistes de l'autre, dont Tripoli est le bastion. Les affrontements n'ont pas pour objectif la conquête ou la défense d'une partie du territoire national, mais le contrôle de ce dernier dans sa totalité. Les deux gouvernements en lice ont la même ambition : établir leur autorité sur toute la Libye. La division actuelle, symbolisée par la grande distance qu'il y a entre Tripoli et Tobrouk, n'est pas voulue par eux. Elle résulte du rapport de force, différent d'une partie du pays à l'autre. Les milices islamistes tiennent Tripoli, avec l'intention de le défendre si les combats, aujourd'hui concentrés à Benghazi, s'y déplacent, mais si demain la fortune des armes les favorise, ce sont eux qui voudront marcher sur Benghazi pour en chasser leurs adversaires, les nationalistes. Bref, islamistes et nationalistes convoitent la même chose : l'unité de la Libye sous leur coupe respective. Il existe pourtant un cas où la division s'imposera par la force des choses, si les deux camps continuent de se tenir en respect sans aucun espoir que l'un d'eux gagne la guerre qu'ils se livrent dans le fait, mais que chacun d'eux a tendance à présenter comme une simple opération de police menée contre des contrevenants à l'ordre public. Il existe une deuxième particularité de cette guerre civile qui ne veut pas dire son nom, et elle n'est pas libyenne quant à elle. C'est le fait que la communauté internationale a les yeux tournés vers les événements de Syrie et d'Irak, rythmant un conflit de haute intensité. Les grandes puissances ont suffisamment à faire contre l'Etat islamique pour ne s'intéresser que mièvrément aux soubresauts qui parcourent la Libye. Pour qu'ils consentent à leur prêter attention, il faudrait que les affrontements en cours prennent une tournure beaucoup plus dramatique que ce n'est le cas pour le moment. Il faudrait par exemple que les milices islamistes prennent le dessus sur leurs adversaires, tant à Benghazi qu'à Tripoli, et qu'elles instaurent sur leur lancée un tel ordre de terreur, tout en attendant à la stabilité des pays voisins, qu'il ne sera plus possible de ne pas y mettre le holà. Mais aussi longtemps que l'instabilité libyenne reste confinée dans certaines limites commandées par la décence, tant qu'elle ne déborde pas sur le voisinage, le monde se contentera d'appeler périodiquement ses protagonistes à la sagesse.

M. H.

Conférence sur le développement économique et social

Donner envie d'investir...

■ C'est autour de trois grandes thématiques (climat des investissements, investissements productifs, partenariat) que les débats ont porté, mettant en relief les facteurs entravant l'investissement et l'exercice des affaires.



Ph. > Mehdi B.J.J. A.

Par Dalila Ziani

Les principales recommandations qui ont couronné la Conférence sur le développement économique et social, tenue du 4 au 6 novembre au Palais des nations (Alger), ont finalement été dégagées par les trois ateliers et tables rondes prévues à cet effet. C'est autour de trois grandes thématiques (climat des investissements, investissements productifs, partenariat) que les débats ont porté, mettant en relief les facteurs entravant l'investissement et l'exercice des affaires, et la nécessité d'un plan d'action urgent à mettre en œuvre pour améliorer le climat s'est imposée. Il s'agit surtout de donner le désir d'investir de manière productive en assurant un environnement stable et sûr à l'entreprise par, notamment, la réduction de la fréquence et l'imprévisibilité des changements législatifs et réglementaires, la révision du mode d'allocation de la ressource foncière, l'amélioration des services bancaires, la mise en place d'un système fiscal qui assure l'équilibre entre une charge fiscale supportable par les entreprises et les exigences du financement public. A cet égard, doit être priorisée l'ouverture des dossiers relatifs à la taxe sur le chiffre d'affaires et aux droits d'enregistrement frappant les opérations entrant dans le cadre de la création ou de l'exercice d'activités économiques de production et de services.

La mise en place du baromètre des affaires, tel que prévu par le Pacte national économique et social, figure parmi les recommandations de la conférence, qui préconisent aussi l'intégration des principales grilles d'évaluation du climat des affaires, notamment le rapport Doing business de la Banque mondiale, «en dépit de leurs limites». Tout en considérant qu'à côté il existe des mécanismes qui évaluent les performances de l'en-

treprise sur la base de 40 indicateurs proposés par le forum des chefs d'entreprise. Pour impulser la politique industrielle, il a été recommandé de mettre en place un conseil national de développement industriel et l'institutionnalisation des contrats-programmes entre pouvoirs publics et entreprises, de même que la création d'une agence nationale pour le développement industriel, l'implantation de clusters (réseaux d'entreprise) pour développer les pôles de sous-traitance, la promotion du rapprochement entreprises-universités notamment par des formations adaptées, le développement de synergies et mutualisation des compétences et des

capacités matérielles. Les participants ont aussi souligné l'importance de cibler les créneaux et segments à haut potentiel et présentant des avantages comparatifs avérés, de développer les activités de la sous-traitance et de mettre en place un système national d'information industrielle.

L'ensemble de ces recommandations s'inscrit dans un contexte de diversification de l'économie nationale, de substitution aux importations et de développement des exportations. Par ailleurs, considérant que le partenariat public/privé national/étranger est un choix stratégique du gouvernement et un des outils privilégiés de relan-

ce de l'industrie nationale, il est recommandé, entre autres, la création d'une institution de médiation, d'orientation et de conseil qui sera chargée de gérer et de sécuriser les opérations de partenariat public-privé et nationaux-étrangers et de veiller au respect de la réglementation en la matière. Il est impératif, d'après les recommandations, d'élaborer une procédure explicite et harmonisée de mise en place des partenariats et des normes susceptibles de protéger la production nationale. Concernant les zones de libre-échange, les participants ont appelé à l'élaboration d'une étude indépendante sur les conséquences des démantèle-

ments tarifaires induits par la mise en vigueur, à l'échéance 2020, des accords d'association avec l'Union européenne et la Zone arabe de libre-échange (Zale). Cette étude «devra, entre autres, faire des propositions en matière de clauses de sauvegarde et des mécanismes de protection temporaire à renégocier les clauses lors des rendez-vous de réexamen des traités d'association», est-il noté dans les recommandations. Il a été aussi recommandé l'élaboration d'une autre étude détaillée sur les avantages, les inconvénients et les risques encourus par l'adhésion de l'Algérie à l'OMC.

D. Z.

Près de dix quintaux de kif près des frontières ouest

La drogue marocaine envahit l'ouest algérien

L'ouest algérien est devenu la piste numéro un des Marocains pour transporter leur drogue vers d'autres pays. Des saisies importantes confirment l'étendue du phénomène en Algérie. Près de dix quintaux de kif traité ont été saisis vendredi près des frontières ouest du pays par les services de la Gendarmerie nationale de Tlemcen.

Agissant sur renseignement, les gendarmes de la brigade de Beni-Bousaid, commune située à l'extrême ouest de la wilaya de Tlemcen, et dans une zone près des frontières ouest du pays, ont récupéré, au lieu-dit Ouled Dahou, 45 colis contenant cette quantité de kif traité abandonnée par des narcotrafiquants. Une enquête a été ouverte par la section de recherches du groupement de la gendarmerie de Tlemcen pour élucider cette affaire. La semaine dernière, et dans le cadre de la lutte contre la drogue, des tonnes de kif ont été saisies par les services de Gendarmerie et Sûreté nationales, Douanes et Gardes-frontières, au cours des derniers

mois à travers la bande frontalière située sur le territoire de la wilaya de Tlemcen, avait indiqué jeudi le wali, Saci Ahmed Abdelhafid. Lors d'une intervention à la troisième session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), il a fait savoir que cette grande quantité de drogue a été saisie dans plusieurs opérations, grâce à la vigilance et la mobilisation des différents services. Ce phénomène de la drogue reste l'un des plus grands défis des autorités algériennes. Malgré les efforts de l'Etat pour lutter contre le fléau de la drogue, les chiffres avancés à chaque fois par les différents corps de sécurité sont de plus en plus impressionnants. Les efforts entrepris par les éléments de la gendarmerie, de la sûreté et des Douanes dans le cadre de la lutte contre ce fléau se sont soldés par des résultats tangibles, notamment en termes de saisies de quantités énormes de kif traité, de démantèlement de réseaux internationaux dont les barons et les membres sont traqués et leurs noms faisant l'objet de mandats d'arrêt natio-



Ph. > Le Jour

naux et internationaux. La jeunesse algérienne est menacée par le fléau de la drogue. La plupart des quantités saisies viennent du pays voisin le Maroc, qui veut faire de l'Algérie un pays de transit pour exporter sa drogue. Depuis la fermeture des frontières en 1994, le Maroc dérange

toujours l'Algérie par ce phénomène. Les provocations de la part d'El Makhzen ne veulent pas cesser, notamment au niveau des frontières. Plus que jamais, le pays est inondé de drogues provenant essentiellement du Maroc.

Ahcene Hadjam

Transplantation rénale

Considérable baisse des dons de reins

■ «Les soins dispensés aux malades dialysés ont connu une amélioration en qualité depuis 2001, date d'introduction des standards européens en la matière, mais cela s'est traduit par une baisse considérable en dons de reins en prévision des transplantations rénales».

Les dons de reins, déjà insuffisants, ont «considérablement» baissé ces dernières années consécutivement à l'amélioration de la qualité des soins dispensés aux malades dialysés, a déploré, samedi à Alger, le représentant de la Société algérienne de néphrologie, de dialyse et de transplantation (SANDT), le D' Louni Makhoulouf.

«Les soins dispensés aux malades dialysés ont connu une amélioration en qualité depuis 2001, date d'introduction des standards européens en la matière, mais cela s'est traduit par une baisse considé-

Structures touristiques Neufs nouveaux hôtels en cours de réalisation

LE SECTEUR du tourisme sera renforcé par neuf nouvelles structures hôtelières, en cours de réalisation ou en voie de lancement, dans la wilaya de Laghouat, a-t-on appris hier auprès des services de la direction locale du tourisme et de l'artisanat (DTA).

Offrant une capacité d'accueil globale de 450 chambres, soit 1 083 lits, ces structures touristiques, occupant une surface de 26 000 m², ont bénéficié d'un financement cumulé de plus de 2,6 milliards DA et devraient générer plus de 330 emplois, a-t-on indiqué. Ces hôtels, dont deux classés 4 étoiles, trois autres de catégorie 3 étoiles et un complexe touristique englobant des chambres et des bungalows, devraient contribuer à la promotion des prestations touristiques dans la région, a-t-on souligné.

Selon la DTA de Laghouat, l'intérêt suscité pour le secteur du tourisme dans la région constitue le fruit de mesures incitatives et des facilités accordées aux investisseurs, notamment en matière d'attribution du foncier par le biais du Comité d'assistance à la localisation, de promotion de l'investissement et de la régulation foncière (Calpiref).

Il est aussi fait état de la réalisation, dans le cadre du développement du secteur, des études techniques de trois zones d'expansion touristique (ZET) au niveau des communes de Laghouat, Afrou et Ain-Madhi, en plus du déblocage de 65 millions DA pour l'aménagement, en cours, de deux sites touristiques au niveau des communes d'El-Ghicha et de Sidi-Makhoulouf. Le secteur du tourisme dispose, dans la wilaya de Laghouat, de sept hôtels totalisant 192 chambres (379 lits), a-t-on fait savoir à la DTA.

Khaled B.



Phy/B. Mehdi/A.

nable en dons de reins en prévision des transplantations rénales», a précisé à l'APS le D' Louni Makhoulouf, en marge du XXI^e Congrès organisé par la SANDT. Plaidant pour la transplantation comme une solution «idéale» pour le malade dialysé, mais également pour l'Etat car «moins coûteuse», le spécialiste favorise davantage le prélèvement d'organes sur cadavres, d'autant plus que le «frein religieux» a été levé avec la position favorable des fetwas prononcées à ce effet. Il a informé, à ce propos, que si le don d'organes sur personnes vivantes se situe autour de 100 actes par an en Algérie, il est dix fois plus supérieur dans un pays comme l'Arabie saoudite.

Les prélèvements sur cadavres pratiqués depuis l'indépendance sont, en revanche, rarissimes puisque ne dépassant guère le nombre de six. «L'Algérie a pourtant été le premier pays arabe et musulman en 1985 à décréter halal (licite, ndlr) le don d'organes et nous ne comprenons toujours pas où se situe le maillon manquant de la chaîne pour avancer dans ce domaine ?», s'est-il interrogé. Tout en rappelant que le nombre de dialysés en Algérie est de 20 000 et que le coût de la prise en charge d'un malade est de plus d'un million de DA/an, le D' Makhoulouf évoque la possibilité de se servir des reins des personnes décédées à la suite d'accidents de la

route. «L'Algérie connaît une hécatombe avec 4 000 morts par an sur nos routes, pourquoi ne pas recourir à des prélèvements de reins lorsqu'il y a constat de mort encéphalique et après, évidemment, consentement des proches des victimes ?», a-t-il insisté.

Présente à cette rencontre comme exposant, l'Association nationale de don d'organes (Biloba) s'est assignée comme mission de sensibiliser la population et le corps médical autour des bienfaits de ce geste. A travers un sondage effectué sur un échantillon de 500 personnes, il a été démontré que 85% des personnes interrogées sont favorables à ce recours, mais seulement

53% d'entre elles disent s'inscrire sur une liste de donneurs, informe sa vice-présidente, Soufli Imène. Le XXI^e Congrès de la SANDT, qui s'étale sur deux jours, vise essentiellement à la mise à niveau des connaissances des praticiens et des intervenants algériens, à la lumière des nouveautés enregistrées à l'échelle mondiale, s'agissant notamment des méthodes de prise en charge des maladies rénales.

La rencontre sera sanctionnée, aujourd'hui, par la mise en place d'un comité qui sera chargé d'élaborer un «registre du rein» recensant l'ensemble des personnes atteintes de pathologies liées au rein en Algérie. K. M./APS

Cinq marins disparus à Tipasa

Les pêcheurs déterminés à poursuivre les recherches

Les pêcheurs de la wilaya de Tipasa ont réitéré, hier, leur détermination à poursuivre les recherches afin de retrouver leurs cinq compagnons disparus en mer depuis huit jours, suite à une sortie de pêche à partir du port de Bouharoune, le 30 octobre dernier, sans donner signe de vie depuis.

Une nouvelle opération de recherches a été lancée, hier, pour retrouver Mohamed Ferguague (30 ans) et ses compagnons, en réponse à un appel de la chambre de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya, qui préside une cellule de crise, installée jeudi dernier, et réunissant des représentants des gardes-côtes de Bouharoune, de la daïra et de la commune, de l'Entreprise de la gestion du port et du mouvement associatif.

Plus d'une cinquantaine de barques de pêche, dont une trentaine relevant du seul port de pêche de Bouharoune, participent aux recherches, selon le président de la chambre, Djilali Lekhel, qui a qualifié cette disparition de «catastrophe» pour le secteur qui a déjà eu à déplorer une autre disparition similaire de deux pêcheurs depuis une

dizaine d'années, dont l'un était le frère de l'un des cinq disparus actuellement.

D'autres pêcheurs continuent à se joindre aux recherches à partir des ports de Khemisti, Tipasa et Cherchell, pour retrouver les cinq disparus sortis en mer sur une barque de 10 m, a indiqué à l'APS M. Lekhel, assurant que «l'opération ne prendra fin qu'une fois l'énigme de cette disparition résolue».

Affirmant que les barques participant aux recherches ont les «moyens d'atteindre une distance de 49 miles marins», il a, néanmoins, exprimé sa «crainte que le mauvais temps et la vitesse du vent défavorisent l'opération de recherche».

«Nous sommes en contact permanent avec les familles des disparus pour les aider à ne pas perdre espoir», a-t-il ajouté, tout en repoussant l'idée que les concernés soient des candidats à l'émigration clandestine (harraga), car les «informations disponibles attestent qu'ils sont bel et bien sortis en mer pour pêcher», a-t-il affirmé.

Selon un responsable de la cellule de suivi réunissant des éléments des forces

navales chargés de coordonner les opérations de recherches, en plus de représentants de la direction de la pêche et des ressources halieutiques, de la chambre de la pêche et de la sûreté de wilaya, «les recherches se poursuivent tout le long des eaux territoriales algériennes, suite à l'émission d'un bulletin de recherches national».

Il a aussi fait part de l'émission programmée d'un bulletin de recherches international, quand les recherches sur le littoral national seront achevées, assurant que «tous les moyens humains et matériels ont été mis à contribution, et nous suivons le développement des recherches, d'heure en heure, en dépit du peu de chances que nous avons de retrouver les disparus».

La dernière disparition de pêcheurs en date, dans la wilaya de Tipasa, remonte à avril dernier, lorsque les forces navales ont sauvé, d'une mort certaine, quatre pêcheurs dont le bateau a sombré au large de Hadjret Ennous, alors qu'un cinquième pêcheur du même bateau est porté disparu à ce jour.

Lamine Y.

Béjaïa

Les réfugiés et migrants subsahariens pris en charge à Saket

■ Les autorités de wilaya et les services de l'APC de Béjaïa ont procédé au regroupement des migrants et réfugiés subsahariens, venus notamment du Mali et du Niger, au niveau du camp de toile communal de la station balnéaire Saket, à 40 km à l'ouest du chef-lieu de wilaya.

Par Hocine Cherfa

Selon la cellule de communication de la wilaya, «le nombre total des migrants regroupés dans ce camp est de 219». Pour rappel, ces derniers vivaient dans des tentes de fortune au centre-ville de Béjaïa. «A l'approche de la période hivernale et vu les conditions désagréables dans lesquelles vivaient les réfugiés nigériens et maliens au niveau de notre wilaya, les autorités locales ont procédé à leur prise en charge au niveau du camp de toile de Saket. Ils ont été transportés

dans des bus dans les meilleures conditions humaines et de dignité», souligne-t-on. «Ces derniers étaient très contents de se regrouper dans cet endroit, d'autant plus que toutes les commodités pour une prise en charge décente ont été mises en place», a encore indiqué la cellule de communication de la wilaya. Ainsi, la prise en charge sanitaire sera assurée par la direction de la santé de la wilaya (affectation d'une clinique mobile, d'infirmiers et de trois médecins), celle sur le plan alimentaire (préparation des repas) et le suivi des conditions d'hébergement sont



confiés au Croissant-Rouge algérien. Les services de l'APC ont affiché leur totale disponibilité à aider les réfugiés et à leur offrir un cadre décent. A noter que le camp de toile est doté de sanitaires et de cuisines en dur. L'éclairage du site a été assuré durant le premier jour et avant que le courant ne soit pas coupé un générateur électrique devait être acheminé vers le lieu hier.

La Protection civile est présente à travers une brigade au

même titre que les services de sécurité.

«Une dotation de 100 matelas, couverture et lits de camp a été également effectuée», souligne la même source. Pour rappel, la ministre de la Solidarité, M^{me} Mounia Meslem Si Amer, avait instruit, le mois de juillet dernier, les walis dont les wilayas connaissent un afflux de migrants subsahariens, de dégager des espaces pour leur prise en charge. A Béjaïa, la LADDH,

bureau de Béjaïa, a organisé, le 27 octobre précédent, un rassemblement devant le siège de la wilaya pour exiger la prise en charge de ces personnes et «dénoncer l'abandon par les pouvoirs publics de ces migrants des Etat du Sahel». Ils sont arrivés en masse dans les régions du nord du pays, il y a quelques mois, fuyant la guerre et la famine qui sévissent dans leurs pays. Ils ont établi des camps de fortune à proximité des chantiers et au bord des routes et se livraient quotidiennement à la mendicité. Par ailleurs, il est à signaler que les migrants qui se sont installés dans la ville d'Akbou ont refusé d'être acheminés au camp de toile de Saket et auraient pris la fuite. Avant-hier, des migrants acheminés au camp de toile de Saket ont également tenté de prendre la fuite. Des appels ont été lancés en direction des autorités afin d'affecter une brigade de gendarmerie permanente sur les lieux.

H. C.

Boumerdès

1 100 logements sociaux distribués au début de l'année 2015

Dans le cadre de l'opération d'éradication de l'habitat précaire et des sites des chalets, 1 100 logements sociaux seront distribués durant le premier trimestre de l'année 2015, a indiqué le chef de daïra de Boumerdès sur les ondes de la radio locale. Il a ajouté que 1 400 autres sont en cours de construction, parmi lesquels 700 seront réceptionnés dès la fin du mois de décembre. Au cours de l'émission, le chef de daïra n'a pas manqué de communiquer le planing du relogement tracé par sa structure. L'éradication des chalets et les habitats précaires est le cheval de bataille du chef de

daïra qu'il compte bannir au niveau de son arrondissement. Dans son intervention, le chef de daïra a évoqué le logement entrant dans le cadre de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL). Selon lui, 800 logements sont prévus et permettront dans un premier temps de répondre aux besoins des souscripteurs de 2001/2002. Ces derniers sont estimés à 600 habitations décentes, précisera-t-il. Elles ne seront distribuées qu'après vérification du fichier national au niveau de la Caisse nationale du logement (CNL), dernière étape de la procédure d'attribution, qui confirmera

si certains parmi les postulants n'ont pas bénéficié de logement dans les autres formules (logement socio-participatif (LSP), logements rural et autres...).

Par ailleurs, les habitants des sites des chalets n'ont pas perdu de temps pour se distinguer, jeudi dernier, devant le siège de la daïra pour s'enquérir de leur situation. «Les chalets n'ont plus lieu d'être, ils sont dans état critique», se sont-ils plaints. «Certains habitants sont atteints de maladie chronique, notamment les enfants. Nous souffrons le martyre», ont-ils clamé.

Ahmed K.

Tizi Ouzou

48 morts sur la route de janvier à octobre

Durant les dix premiers mois de l'année 2014, la Brigade de la sécurité routière (BSR) de la wilaya de Tizi Ouzou, relevant du groupement local de la Gendarmerie nationale, a enregistré 323 accidents de la route qui ont causé 48 décès et 670 blessés.

Selon le bilan établi par le même corps de sécurité, il ressort que le non-respect de la vitesse recommandée à l'entame des virages a été la première cause à l'origine de 103 des 323 accidents recensés, suivie de la circulation à gauche (35), le dépassement dangereux (23) et la perte de contrôle du véhicule (18). Durant les mois de mai, juin et août, les mêmes services ont enregistré plus d'acci-

dents qui sont respectivement au nombre de 46, 44 et 44 contre 35 au mois de septembre et 29 au mois d'avril.

12 harraga interceptés en mer depuis le début de l'année

Pas moins de 5 affaires d'immigration clandestine ont été traitées, depuis le début de l'année 2014, par les unités du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Tizi Ouzou, selon un bilan fourni par le même corps de sécurité.

16 personnes sont mises en cause dans ces affaires. Quatre d'entre elles de nationa-

lité malienne, nigérienne, turque et marocaine ont été présentées devant les juridictions territorialement compétentes qui ont ordonné leur placement en détention préventive. Les 12 autres personnes, toutes de nationalité algérienne, ont été interceptées en mer alors qu'elles tentaient d'immigrer clandestinement vers l'Espagne. Selon le même bilan, il ressort que le nombre de personnes impliquées dans les affaires d'immigration clandestine traitées par la Gendarmerie nationale à Tizi Ouzou a progressé de 2012 à 2014, passant de 2 à 5 affaires.

H. Messir

Illizi/Bordj Omar Idriss

Projet de raccordement en fibre optique

La commune de Bordj Omar Idriss (700 km au nord d'Illizi) bénéficiera «prochainement» d'un projet de raccordement par fibre optique, a-t-on appris auprès de la direction locale de la poste et des technologies de l'information et la communication.

L'opération consiste en un raccordement sur un linéaire de 360 km, au départ de la région de Hassi Belguebou vers Bordj Omar Idriss (Illizi), pour relier ensuite la localité d'Amguid (Tamanrasset), pour un coût de

plus de 400 millions DA, a indiqué le directeur du secteur. Les procédures relatives à l'étude ont été finalisées et le lancement des travaux s'effectuera «prochainement», a précisé Slimane Aouali.

La commune a bénéficié d'un projet similaire pour le raccordement de la localité de Zaouia Sidi-Moussa au chef-lieu de la commune, a-t-il ajouté.

Dans le même contexte, des travaux de raccordement en fibre optique seront lancés

en décembre prochain entre les localités d'Afra et Tamadjert sur 40 km, outre l'inscription de nouvelles opérations pour l'extension du réseau de fibre optique à plusieurs régions enclavées, à l'instar d'Amhir et Ifni, dans la commune d'Illizi, selon la même source. Ces opérations devront contribuer, une fois mises en service, au désenclavement de ces régions et à l'amélioration du service public, a souligné M. Aouali.

R. R.

Larbâa

Relogement de plus de 100 familles

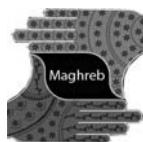
CENT TROIS familles qui occupaient des habitations vétustes au quartier Ben Hadjouri, dans la daïra de Ouled Yaïche, ont bénéficié, hier, de logements neufs dans la commune de Larbâa, dans la wilaya de Blida.

Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire (RHP), a profité à ces familles qui «ont vécu pendant une vingtaine d'années dans des habitations dépourvues des moindres commodités», a indiqué à l'APS le chef de la daïra de Ouled Yaïche, Smail Mâamar. Des logements publics locatifs (LPA), dotés de toutes les commodités nécessaires et sis dans une cité qui comporte des espaces verts et des aires de jeux pour enfants, ont été attribués à ces familles, a ajouté le même responsable, précisant que tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour les aider à se déplacer vers leur nouveau lieu de résidence.

Les bénéficiaires de logements neufs ont salué cette opération de relogement qui leur permet d'en finir avec «une souffrance ayant duré une vingtaine d'années».

L'assiette foncière récupérée à la suite de la démolition des anciennes demeures de ces bénéficiaires sera exploitée pour la réalisation de deux terrains de sports au profit des jeunes de Ouled Yaïche, a par ailleurs indiqué le même responsable.

APS



Situation en Libye

Appel à cesser immédiatement les opérations militaires

■ Tripoli, où siège la Cour suprême, est contrôlée par une coalition de milices, Fajr Libya, avec un «Parlement» et un «gouvernement» parallèles. De violents combats quotidiens secouent aussi la deuxième ville du pays, Benghazi (est), entre des forces pro-gouvernementales et les milices.

Par Zaid T./Agences

Les grandes puissances occidentales ont appelé vendredi à la fin «immédiatement» des combats en Libye, appelant toutes les parties à ne pas aggraver la polarisation et les divisions du pays.

«Nous exhortons toutes les parties à cesser immédiatement toutes les opérations militaires et à s'abstenir de prendre des mesures qui aggravent la polarisation et les divisions du pays», ont martelé dans un communiqué l'Allemagne, le Canada, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, l'Italie, Malte et le Royaume-Uni. Ces gouvernements signent régulièrement des appels conjoints à la cessation des violences en Libye. Dans un nouvel épisode d'une lutte pour le pouvoir, la Cour suprême libyenne a invalidé le Parlement ainsi que toutes les décisions qu'il a prises depuis son élection le 25 juin. Cette Assemblée législative, reconnue par la communauté internationale, a immédiatement rejeté l'arrêt de la juridiction suprême libyenne.

Le Parlement libyen a estimé que la Cour suprême «statue sur les lois et non sur la Constitution elle-même» et affirme qu'il est «arrivé au pouvoir grâce à des élections libres et crédibles qui traduisent la volonté du peuple libyen».

«Nous examinons de près la décision de la Cour suprême, son contexte et ses conséquences», écrivent les gouvernements de pays d'Amérique du Nord et d'Europe, dénonçant «la polarisation politique en Libye», mais sans toutefois condamner formellement la décision de la cour. Tripoli, où siège cette Cour suprême, est contrôlée par une coalition de milices, Fajr Libya, avec un «Parlement» et un «gouvernement» parallèles. De violents combats quotidiens secouent aussi la deuxième ville du pays, Benghazi (est), entre



PH. : DR

des forces pro-gouvernementales et les milices.

Le Parlement élu le 25 juin, dominé par les anti-islamistes, est contesté par Fajr Libya et par des groupe rebelles contrôlant la ville de Benghazi (Est). C'est dans cette ville que ce Parlement officiel devait siéger, mais pour des raisons de sécurité il se réunit à Tobrouk, dans l'extrême Est de la Libye.

La MANUL étudie la décision de mener des consultations

La Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL) a indiqué avoir «pris note» de la décision de la Chambre constitutionnelle de la Haute cour de justice de Libye, invalidant le Parlement issu des élections du 25 juin, tout en appelant toutes les parties à placer l'intérêt national au-dessus de toute autre considération.

Selon son communiqué ven-

dredi, la MANUL est en train d'étudier cette décision et de mener des «consultations en étroite collaboration avec toutes les parties de l'échiquier politique libyen et avec ses partenaires de la communauté internationale».

Elle invite, à cet égard, «toutes les parties à placer l'intérêt national au-dessus de toute autre considération» et réaffirme «son attachement à la souveraineté de la Libye, à son indépendance et à son intégrité territoriale».

La Mission appelle également «tout le monde à faire preuve de responsabilité et de ne prendre aucune action qui pourrait aggraver l'état de polarisation, ou conduire à une nouvelle détérioration de la situation sécuritaire».

Dans son texte, la MANUL souligne «la nécessité pour toutes les parties à travailler d'urgence afin de parvenir à un

consensus sur les arrangements politiques pour la période de transition».

La Cour suprême libyenne était appelée à se prononcer sur la constitutionnalité du Parlement, après un recours déposé par un député islamiste.

La décision de la Cour suprême est définitive et son effet est immédiat.

Aucun recours n'est possible, en déclarant nulle la révision de la Déclaration constitutionnelle qui avait permis son élection le 25 juin dernier.

La décision de la cour intervient alors que des violents combats se déroulent depuis plusieurs jours à Benghazi que tentent de reprendre les forces pro-gouvernementales. Ils ont fait plus de trente morts en trois jours, selon des sources médicales.

Z. T./Agences

Crise en Libye

L'Algérie et la Tunisie convergent leur vision

Le ministre tunisien des Affaires étrangères, Eloundji Hamdi, a affirmé jeudi à Alger que l'Algérie et la Tunisie avaient la même vision concernant le règlement de la crise libyenne à travers la réconciliation et le dialogue.

Dans des déclarations à la presse à l'issue de son entretien avec le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, M. Hamdi a indiqué que sa visite en Algérie «s'inscrit dans le cadre de la coordination et de la concertation continues entre les deux pays sur les questions d'intérêt commun ainsi que les questions régionales à leur

tête la crise en Libye». Il a précisé que les deux pays avaient «la même vision (sur ce sujet) concernant l'encouragement des frères libyens à opter pour la réconciliation et le dialogue en vue de parvenir à une solution à la crise dans ce pays», ajoutant que la Tunisie soutenait «totalement» l'initiative algérienne pour le règlement de la crise libyenne.

Le chef de la diplomatie tunisienne a par ailleurs indiqué que sa visite en Algérie s'inscrivait dans le cadre du renforcement des relations stratégiques exemplaires existant entre les deux pays, soulignant l'import-

tance de l'action commune pour préserver la qualité de ces relations. Il a tenu, à l'occasion, à exprimer les félicitations de son pays à l'Algérie à l'occasion du 60^e anniversaire de la guerre de Libération.

A la question de savoir si le processus électoral en Tunisie a été évoqué lors de ces entretiens, M. Hamdi a estimé qu'«il est tout à fait naturel que l'Algérie s'intéresse à la Tunisie, d'autant plus que les deux pays partagent le même environnement et sont liés par un destin et un avenir communs».

Gacem L.

Sahara occidental Le gouvernement sahraoui fustige un discours du roi du Maroc

LE GOUVERNEMENT de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) a fustigé vendredi le dernier le discours du souverain marocain, le roi Mohammed VI, lequel «fait fi de la légalité internationale et semble ignorer les appels de la communauté internationale à prendre les mesures nécessaires face à l'intransigeance du Maroc». «Le discours prononcé jeudi par le roi du Maroc à l'occasion du 39^e anniversaire de son invasion des territoires sahraouis, a été lu sur un ton intransigeant, nerveux et menaçant», souligne un communiqué du ministère sahraoui de l'Information. «Ce discours se veut une affirmation on ne peut plus claire d'une intention délibérée de faire fi de la charte et des résolutions des Nations unies qui déterminent la nature de la cause sahraouie, le cadre de son règlement et la base des négociations», ajoute le communiqué. Le gouvernement sahraoui a, dans ce sens, déploré le fait que le roi du Maroc veuille imposer à l'ONU, aux grandes puissances et aux organisations de défense des droits de l'homme «sa logique coloniale au lieu de se conformer à la légalité internationale», indique la même source. «Pour toutes ces raisons, la RASD condamne avec la plus grande fermeté une telle position contraire à la légalité internationale», précise le communiqué, rappelant que «la charte et les résolutions des Nations unies stipulent clairement que la question du Sahara occidental est une question de décolonisation dont le règlement requiert l'exercice par le peuple sahraoui de son droit à l'autodétermination». Le gouvernement sahraoui a encore rappelé que la présence du Maroc sur les territoires sahraouis «est considérée comme étant une occupation militaire illégale» tout en condamnant le recours par le roi du Maroc «au même langage entaché de menaces et d'intimidations qu'il avait lancées en 2009». Le gouvernement sahraoui a dénoncé «le mépris» affiché par le souverain marocain à l'encontre des efforts de la communauté internationale et ses «accusations infondées dont le seul objectif est de discréditer des pays, organisations et fonctionnaires d'institutions internationales». Le gouvernement sahraoui a enfin réitéré son appel à la communauté internationale pour «accélérer la prise de mesures nécessaires face à l'intransigeance du Maroc appelé à se conformer à la légalité internationale et à respecter le droit international humanitaire».

APS



Asie du Sud

Les chefs des diplomatie chinoise et japonaise se rencontrent

■ Les ministres chinois et japonais des Affaires étrangères ont tenu samedi à Pékin leurs premiers entretiens en plus de deux ans, au lendemain de l'annonce par les deux rivaux asiatiques de leur engagement à faire baisser la tension.

Par Ali O.

M. Wang Yi et son homologue japonais Fumio Kishida se sont rencontrés en marge des travaux préparatoires au sommet du Forum de coopération économique de l'Asie-Pacifique (Apec).

Aucune rencontre de ce niveau n'avait eu lieu depuis septembre 2012, peu avant que les relations entre Tokyo et Pékin ne s'enveniment à propos de leur souveraineté revendiquée sur un petit archipel en mer de Chine orientale-administré par le Japon mais revendiqué par la Chine.

Vendredi, les deux pays ont publié deux communiqués distincts mais similaires, annonçant s'être mis d'accord pour reprendre progressivement le dialogue politique, diplomatique et dans le domaine de la sécurité.

Le ministre chinois a qualifié l'accord d'avancée majeure lors de son entretien avec Kishida, selon l'agence Chine nouvelle.

Ce dernier a jugé que ces entretiens ont créé un élan important pour changer de vitesse et remettre les relations entre la Chine et le Japon sur les rails, selon ses propos diffusés sur la chaîne japonaise NHK.

Le chef de la diplomatie japonaise a souligné l'importance d'une rencontre entre le président chinois Xi Jinping et le Premier ministre Shinzo Abe, les deux dirigeants n'ayant encore jamais eu d'entretien particulier depuis leur arrivée au pouvoir, respectivement fin 2012 et début 2013, a indiqué de son côté l'agence



japonaise Kyoto. L'accord de vendredi est généralement perçu comme devant permettre un tel sommet, en marge de celui de l'Apec, qui débute lundi à Pékin. Mais aucune confirmation officielle d'une telle rencontre, très attendue, n'a encore été annoncée.

Le dernier sommet date de la visite à Pékin en décembre 2011 du Premier ministre japonais d'alors, Yoshihiko Noda, reçu par le prédécesseur du président Xi, Hu Jintao. Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, s'est félici-

té de la rencontre: Toute avancée que les deux pays peuvent faire pour améliorer les relations et réduire les tensions est utile, non seulement pour eux, mais pour la région, a-t-il dit devant la presse à Pékin. Tokyo, qui se refusait jusqu'à présent à reconnaître l'existence d'un conflit de souveraineté, a pris acte des différends sur les îles disputées et dit avec

Pékin dans le communiqué vouloir éviter tout incident et dégradation de la situation par la mise en place de mécanismes de dialogue et de consultation en cas de crise. Accompagné de gestulations militaires autour du petit archipel, le contentieux territorial a été aggravé par les visites de responsables nippons à un sanctuaire où sont honorés les mili-

Ph. > D. R.

taires tués au combat, dont des criminels de guerre du dernier conflit mondial.

Selon le communiqué chinois, les deux parties reconnaissent que des positions différentes existent entre elles au sujet des tensions sur les Diaoyu/Senkaku. Le texte japonais souligne lui que Tokyo et Pékin reconnaissent qu'ils ont des vues différentes quant à l'apparition de situations tendues. La presse officielle chinoise a perçu la reconnaissance d'un différend comme une reculade japonaise. Le quotidien *Global Times* a ainsi estimé samedi dans un éditorial que maintenant que le Japon a accepté de s'asseoir avec la Chine pour discuter de la gestion de la crise, cela équivaut à admettre que la querelle sur la souveraineté des îles Diaoyu constitue une réalité nouvelle.

Que Abe se soit évertué à rencontrer les dirigeants chinois, cela montre qu'il ne peut plus se permettre ses agissements intempestifs, commente encore le journal. Mais au Japon, le *Yomiuri Shimbun*, plus influent quotidien, arguait que la référence aux vues différentes dans le communiqué japonais n'entamait pas la position du Japon selon laquelle il n'y a pas de contentieux territorial.

Et de citer un responsable non identifié de la diplomatie japonaise selon qui le Japon n'a fait aucune concession sur (la question) territoriale. **A. O.**

Mexique

Des suspects avouent avoir tué les étudiants disparus

Les autorités mexicaines ont pour la première fois laissé entendre vendredi que les 43 étudiants disparus dans le sud du Mexique étaient probablement tous morts, en révélant que des suspects dans ce massacre qui a bouleversé le pays avaient avoué les avoir tués et avoir brûlé leurs cadavres.

Le ministre mexicain de la Justice, Jesus Murillo Karam, a présenté lors d'une conférence de presse un scénario d'horreur qui est toutefois contesté par les parents des jeunes, qui considèrent que ces aveux n'ont pas valeur de preuves.

Les autorités sont à la recherche de dizaines d'élèves-enseignants disparus après l'attaque dont ils ont été victimes le 26 septembre, alors qu'ils s'étaient emparés de plusieurs bus à Iguala, dans l'Etat de Guerrero (sud). Cette offensive, menée conjointement par des policiers corrompus et des membres du groupe criminel des *Guerreros Unidos*, avait fait 6 morts et 25 blessés.

Au total 74 personnes - policiers, fonctionnaires, criminels présumés - ont été arrêtées depuis les faits, a indiqué le ministre. Trois de ces détenus, membres présumés des *Guerreros Unidos*, ont avoué que les étudiants ont été tués après

avoir été livrés par des policiers municipaux entre les villes d'Iguala et de Cocula, a-t-il expliqué.

Ils ont été transportés cette nuit-là dans des véhicules vers une décharge proche de Cocula où une quinzaine d'entre eux sont arrivés déjà morts par asphyxie.

"Les détenus ont indiqué que dans ce lieu ils ont tué les survivants et ensuite les ont jetés dans la partie basse de la décharge et ont brûlé leurs corps."

Selon leurs aveux, les corps ont été brûlés avec de l'essence, sur des bûchers de bois et de plastique, lors d'une opération qui a duré 14 heures, a précisé Jesus Murillo Karam.

"Le feu a duré de minuit à 14h00 le lendemain. Les criminels n'ont pas pu manipuler les corps pendant trois heures en raison de la chaleur", a-t-il ajouté.

Les suspects ont ensuite concassé les restes avant d'en remplir des sacs en plastique et de les jeter dans une rivière.

"Le niveau élevé de dégradation par le feu rend très difficile l'extraction de l'ADN qui permettrait l'identification. Cependant nous ne ménagerons pas nos efforts pour épuiser toutes les possibilités scientifiques", a affirmé le ministre. Immédiatement après la conférence de presse du ministre de la Justice, le prési-

dent Enrique Peña Nieto, confronté à sa plus grave crise depuis son accession à la présidence en décembre 2012, a promis aux parents que tous les responsables de cet «horrible crime» seraient arrêtés. Reste la question des motifs de cette violence contre de jeunes élèves-enseignants.

Que venaient faire à Iguala ces étudiants, à plus de 120 kilomètres de leur école ? D'après eux, ils étaient venus là pour recueillir des fonds, en s'emparant de plusieurs bus de transport public, une «coutume» bien établie. Selon les autorités fédérales, ils ont été attaqués à l'instigation de l'ex-maire d'Iguala, José Luis Abarca, et son épouse, Maria de Los Angeles Pineda, sœur de trois narcotrafiquants notoires.

Le «couple impérial» aurait craint que la visite des étudiants à Iguala visait à perturber un événement public que M^{me} Pineda tenait ce jour-là en sa qualité de responsable d'un organisme local d'aide à l'enfance.

L'affaire des 43 disparus a jeté une lumière crue sur la collusion des autorités politiques et policières avec le crime organisé. Elle a bouleversé le Mexique, mobilisé des dizaines de milliers de personnes dans les rues, et provoqué des réactions d'horreur dans le monde entier.



Points chauds

Ambition

Par Fouzia Mahmoudi

Si les turpitudes de la droite intéressent toujours autant les Français, c'est aussi en partie parce que chaque semaine ou presque, de nouveaux détails sont révélés concernant les hauts cadres de l'UMP et leurs manœuvres pour accéder ou pour garder le pouvoir. Cette semaine c'est le journal français *le Monde* qui révèle que François Fillion, ancien Premier ministre et aujourd'hui prétendant à l'investiture de son parti pour la présidentielle de 2017, a essayé de convaincre l'Élysée d'accélérer les poursuites judiciaires à l'encontre de Nicolas Sarkozy pour éviter son retour. En effet, il semblerait que l'ex-Chef de gouvernement et actuel co-président par intérim de l'UMP, ait bien incité la présidence de la République, au printemps dernier, en plein scandale Bygmalion, à peser sur le cours judiciaire des affaires visant son rival, Nicolas Sarkozy. Cette demande a été formalisée le 24 juin, lors d'un déjeuner entre Fillon et le secrétaire général de l'Élysée, Jean-Pierre Jouyet. La révélation d'une telle initiative, pourrait alors bien être fatale aux ambitions présidentielles de l'ancien Premier ministre qui a déjà bien du mal à s'imposer entre les deux grands favoris, Sarkozy et Juppé. Mais Fillion aurait tenté le tout pour le tout pour faire incriminer son adversaire et éviter un retour sur la scène médiatique. Un retour qui aujourd'hui s'avère n'être pas aussi fructueux que tous le pensaient, car depuis l'annonce de sa candidature à la présidentielle de l'UMP, l'ancien président a vu défilier les mauvais sondages mettant en avant Alain Juppé. François Fillion, lui, ne semble plus n'avoir que de très minces chances de s'imposer. Ainsi, tous les calculs de ce dernier se sont effondrés ces dernières semaines. Persuadé que son principal et unique obstacle sur le chemin de l'investiture de l'UMP serait Sarkozy, Fillion a mis tous ses efforts pour le neutraliser, mais cela était bien évidemment sans compter sur la popularité grandissante d'un Alain Juppé qui arrive, seul à droite, à séduire en dehors de sa famille politique. Reste à savoir si Fillion continuera contre vents et marées à s'acharner sur Sarkozy, s'il s'en prendra désormais également à Juppé ou si dans un éclair de lucidité, il décidera de renoncer à ses ambitions présidentielles.

F. M.



Clôture du Salon international du livre d'Alger

Une édition pleinement réussie

■ Le Salon international du livre d'Alger a été une édition réussie pour les organisateurs comme pour les exposants et le public. Sur le plan organisationnel, personne ne s'est plaint. Les activités programmées ont fait des stands des ruches d'abeilles où toutes les catégories d'âge étaient là pour faire des achats. Les professionnels y ont également enregistré une forte présence à travers l'organisation de ventes-dédicaces, conférences et débats, revenant sur l'actualité et l'avenir du livre dans notre pays.

Par Abia Selles

Le 19^e Salon international du livre d'Alger (Sila) a différemment répondu aux attentes du grand public et des professionnels cette année. En effet, les organisateurs étaient au niveau des attentes du public surtout sur le plan organisationnel. Ouvert depuis le 30 octobre, le Sila a accueilli des hôtes d'horizons divers, allant des étudiants en quête d'ouvrages spécialisés, aux familles à la recherche de livres parascolaires, en passant par des lecteurs friands de littérature ou d'ouvrages à caractère religieux. Le public était nombreux, hier, puisque «c'est le dernier jour où d'intéressantes remises sont affichées», selon le public.

«J'ai apprécié la disponibilité de livres intéressants», nous a déclaré un étudiant en langue française.

Cependant, les chercheurs de spécialités scientifiques regrettent les prix qui «ne sont pas à la portée d'un simple étudiant», a souligné Malek, étudiant à l'université Houari-Boumediene d'Alger.

Le Salon international du livre d'Alger a élaboré un programme littéraire riche et varié. Des ventes-dédicaces ont été animées par un grand nombre d'écrivains algériens et étrangers, des conférences et des rencontres débats ont été organisées par des professionnels en histoire, littérature et autres.

D'ailleurs, une série de rencontres aux thématiques diversi-



Ph. DK

fiées ont attiré les étudiants et les professionnels des lettres.

La programmation est aussi mise à l'index par des professionnels qui souhaitent être davantage «impliqués» dans sa conception. Ainsi, des éditeurs comme Assia Baz (éd. Quipos) et Lazhari Labter, directeur de l'édition éponyme, ont émis le souhait de voir leurs auteurs participer aux différentes conférences qu'ils jugent «réservées davantage aux écrivains étrangers et aux auteurs algériens

connus». En plus de demander une «meilleure promotion des petits éditeurs», ces professionnels appellent les organisateurs à «mieux communiquer sur le salon et sur son programme d'animation».

Le directeur du Centre national du livre (Cnl), Hassen Bendif, a saisi cette occasion pour appeler les professionnels algériens du livre à «designer leurs représentants» au Conseil d'orientation du Cnl pour démarrer les activités du centre, cinq ans

après sa création. Organisée sur une journée, la rencontre entre éditeurs et le Cnl est complétée par deux tables rondes consacrées aux distributeurs et aux libraires.

A.S.

En marge du Sila

Les libraires demandent la création d'une centrale d'achat

Des libraires algériens demandent avec insistance la création d'une base de donnée et d'une centrale d'achat à même de faciliter la commercialisation du livre, estimant que cette corporation est «isolée» des autres métiers du livre.

Réunis autour d'une table ronde organisée vendredi à Alger par le 19^e Salon international du livre d'Alger (Sila), et consacrée aux préoccupations des libraires, des professionnels ont demandé l'installation d'une «base de données informatique» régulièrement mise à jour par les éditeurs et «financée par des abonnements» reversés par les

deux corporations, comme proposé par Salim Bouali, libraire à Tlemcen.

Le libraire, rejoint par Malika Sadek (libraire à Alger), estime que cette base de données pourrait par la suite évoluer vers une réelle centrale d'achat qui peut clarifier et régir les transactions commerciales, minimiser les déplacements chez les éditeurs et réduire les pertes de temps.

Cette proposition a été favorablement accueillie par les quelques distributeurs et libraires présents qui y voient une «solution à la faiblesse du réseau de distribution et de promotion du livre».

Accompagné d'un outil de gestion informatique de la librairie, ce projet devrait libérer les libraires des «difficultés d'approvisionnement» et leur permettrait de se consacrer à «l'animation de leurs espaces et à leurs lecteurs», estime Salim Bouali.

Comme prévu par la loi sur les activités du marché du livre adoptée en 2013 en Conseil des ministres, les libraires participants ont renouvelé leur demande de se voir «attribuer une partie du marché institutionnel».

Saïd R.

Cinéma

«El Wahrani» de Lyes Salem présenté à Oran

«El Wahrani» (l'Oranais), le dernier film du réalisateur Lyes Salem, a été présenté, dans la soirée de vendredi, à Oran, en présence d'un public nombreux.

Cette œuvre est une fresque d'une durée de plus de 2h. Son réalisateur, qui s'est déjà distingué en 2007 avec «Mascardes», œuvre ayant raflé plusieurs prix internationaux, situe l'histoire dans une Algérie, aux premières années de l'indépendance, à travers trois personnages. Ceux-ci se sont connus au maquis, et vivent différemment la période post-guerre de Libération nationale.

Chacun d'eux porte au fond de lui-même des secrets lourds à porter et vit des moments de doutes, de compromis, de concessions, de mensonges et de déceptions voire de désillusions.

Lyes Salem, qui campe un de ces personnages, porte un regard critique sur la société

algérienne et soulève certaines thématiques comme la guerre de Libération nationale, l'identité nationale, l'arabisation, les premières années de l'indépendance etc.

«El Wahrani» est coproduit par l'Agence algérienne de rayonnement culturel (AARC), Laïth Média et Daramsala.

Lyes Salem a remporté le prix «Le Valois» du meilleur acteur pour son rôle de Djaffar au Festival du film francophone d'Angoulême (France) et le prix du meilleur réalisateur du monde arabe au 8^e Festival du film d'Abou Dhabi, qui a pris fin le 1^{er} novembre dernier.

L.B.

Journées cinématographiques d'Alger Une trentaine de projections au menu

LES 5^{ES} JOURNÉES cinématographiques d'Alger (Jca), prévues du 8 au 12 novembre, ont programmé la projection de 16 productions algériennes sur une trentaine de films entre documentaires, longs et courts métrages, annoncent les organisateurs.

Trois longs métrages, neuf documentaires et dix-huit courts métrages provenant de France, Maroc, Tunisie, Egypte, Liban, Qatar, Syrie, Canada, Grande-Bretagne, Turquie et Bahreïn ont été retenus lors de cette 5^e édition sur 243 propositions reçues par les organisateurs.

Les 5^{es} Journées cinématographiques d'Alger sont organisées par l'Association des réalisateurs indépendants «A nous les écrans», soutenue par le ministère de la Culture et en collaboration avec l'Office national des droits d'auteur (Onda).

F.H.

Agenda culturel

Centre culturel Mustapha-Kateb (5, rue Didouche-Mourad, Alger)

Jusqu'au 15 novembre : Exposition de photographies «Visions croisées sur l'Europe et l'Afrique du Nord», organisée par l'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, l'association Fondema de La Haye (Hollande) en collaboration avec les écoles de photographie Keep The Moment de Hollande et Studio 21 Ecole d'Algérie.

Galerie d'Arts Aïcha-Haddad :

Jusqu'au 15 novembre : Exposition de peinture de l'artiste Omar Reggane.

Galerie d'Arts Asselah-Hocine

Jusqu'au 20 novembre : Exposition de peinture de l'artiste Lamine Azzouzi.

Complexe Culturel Abdelwahab-Salim (Tipasa)

Jusqu'au 14 novembre : Exposition de photos de moudjahidate et moudjahidine de la guerre de Libération nationale 1954-1962, intitulée «Le prix de la liberté».

Musée national des Beaux-Arts

Jusqu'au 22 novembre : Exposition «De papier et d'aquarelle», avec les artistes Djahida Houadef et Safia Zoulid.

Palais de la culture Moufidi-Zakaria

Jusqu'au 31 janvier 2015 : 7^e édition du «Salon d'automne» des arts plastiques.

Galerie EZZOUA'ART

Jusqu'au 10 novembre : Exposition-vente de peinture «La musique et les danseurs... d'ici et d'ailleurs» de l'artiste Mira Naporowska.

Coup-franc direct



Les jeunes encore et toujours

Par Anouar M.

Les jeunes sont toujours marginalisés et n'ont pas la chance pour beaucoup d'accéder à l'équipe première malgré le fait que nombreux sont les dirigeants nous ressassent leurs propos sur la formation et sur la nécessité de relancer ce programme, surtout qu'ils savent au plus profond d'eux qu'ils ne peuvent pas aller au bout de leur logique de recruter encore et toujours des éléments qui demandent des salaires faramineux. Ces dirigeants ne font pas le nécessaire, pour autant, et ne créent pas l'environnement qu'il faut pour former des joueurs capables ensuite de prendre le relais de ces éléments qui sont dans le crépuscule de leur carrière. Les autorités du football ont pourtant tout fait pour relancer vraiment la formation avec cette décision de faire jouer les jeunes avec l'équipe première mais qui n'a pas été respectée par ces clubs qui ne veulent rien savoir et qui préfèrent ne faire qu'à leur tête. Les jeunes espoirs qui pourtant jouent en ouverture des seniors pour leur permettre d'être découverts et donc de faire partie des seniors n'ont pas cette opportunité. La plupart d'entre eux sont libérés en fin de saison et on voit un renouvellement de ces effectifs à chaque fois. Il faudra donc un nouveau départ pour souhaiter relancer ces jeunes.

A. M.

EN Olympique-Mali

La FAF sollicite un arbitrage égyptien

La Fédération algérienne de football (FAF) a sollicité son homologue égyptienne pour la désignation d'un trio d'arbitres pour officier le match amical que livrera la sélection algérienne olympique contre son homologue malienne le 28 novembre courant, a appris l'APS auprès de l'instance footballistique nationale.

Cette demande entre dans le cadre du protocole d'accord signé entre les deux parties et portant sur la collaboration entre les structures chargées de l'arbitrage dans les deux pays. La sélection olympique a clôturé, mercredi dernier, un stage de trois jours au Centre technique de Sidi Moussa (Alger) sous la houlette de son entraîneur suisse, Pierre-André Schurmann en prévision de ses prochaines échéances.

Elle a disputé en octobre dernier, ses deux premiers matches amicaux internationaux soldés par deux vic-



toires sur le terrain de son homologue qatarie sur le même score (1-0). Les protégés de Schurmann seront appelés en janvier prochain à prendre part au Championnat de l'Union nord-africaine de football (Unaf) de leur catégorie prévu à Alger. Cette épreuve sera une aubaine pour les sélections engagées pour ficeler leur préparation en vue des éliminatoires du prochain Championnat d'Afrique des U-23 prévu en RD Congo et qui sera qualificatif pour les Jeux olympiques (JO-2016) à Rio de Janeiro (Brésil).

La sélection algérienne ne s'est plus qualifiée aux JO depuis l'édition de 1980 à Moscou.

CAF Awards 2014

Djahnit et Belameiri nominés pour le titre du meilleur joueur africain local



Les joueurs de l'ES Sétif Akram Djahnit et El Hedi Belameiri figurent dans la liste des nominés pour le titre du meilleur joueur africain évoluant dans le continent, dévoilée vendredi par la CCAF. Belameiri et Djahnit ont largement contribué à la consécration de l'ES Sétif en Ligue des champions d'Afrique samedi dernier à Blida. Le premier a inscrit six réalisations dans cette compétition contre quatre pour le second. Outre les deux joueurs algériens, la liste comprend 18 autres joueurs dont trois de l'AS Vita Club, finaliste malheureux de la Ligue des champions, Firmin Mubel Ndombe, Lema Mabidi et Yunus Sentamu. La CAF a également retenu quatre internationaux algériens pour

le titre du meilleur joueur africain : Yacine Brahimi (FC Porto), Sofiane Feghouli (FC Valence), Islam Slimani (Sporting Lisbonne), et le gardien de but, Rais Mbolhi (Union Philadelphia). Les meilleurs joueurs africains évoluant en Europe et en Afrique seront élus par les sélectionneurs des équipes africaines et les directeurs techniques membres de la CAF. La cérémonie des Glo-CAF Awards-2014 aura lieu le jeudi 8 janvier 2015 à Lagos au Nigeria.

L'Ivoirien Yaya Touré a été le meilleur joueur africain évoluant à l'étranger lors des trois dernières années et l'Egyptien Mohamed Aboutrika a été élu meilleur joueur local.

Ligue 1 Mobilis de football (10^e match avancé)

L'USMA retrouve des couleurs, la JSK cale

Les deux matches avancés pour le compte de la 10^e journée de la L1 ont connu des fortunes diverses. Ainsi, l'USM Alger a confirmé son retour en force et a donc retrouvé des couleurs grâce à son succès à domicile, (2/0) face à la formation de Sidi Bel-Abbès, alors que la JS Kabylie a calé à nouveau dans son match qui l'a opposé à l'ES Sétif, sur un score de (1/1).

Anouar M.



Ph. > DR.

Au stade Omar-Hamadi (ex-Bologhine), les Rouge et Noir de l'USMA n'ont pas trouvé de peine pour l'emporter face aux gars de la Mekerra qui n'ont pas pu leur résister. C'est le latéral gauche, Bedbouda qui a inscrit les deux buts de son team respectivement à la 13^e et 71^e. Les Usmistes étaient plus déterminés que leurs adversaires qui pourtant voyageaient bien et ont réussi de bons résultats en accrochant, notamment l'ancien leader, le CSC. La formation de Soustara, quant à elle, se relance

ainsi dans la course pour accrocher une place sur le podium surtout que l'écart n'est pas vraiment important avec le trio de tête. Dans l'autre match de la journée, la JS Kabylie a été tenue en échec par le champion d'Afrique en titre, l'Entente de Sétif. Les Canaris étaient les premiers à ouvrir la marque par Youssef-Khodja à la 26^e. On pensait donc que les Kabyles étaient bien partis pour remporter les trois points et donc confirmer le résultat obtenu face au Mouloudia d'Alger et ce succès réali-

sé au stade de Bologhine, mais c'était compter sans le sursaut d'orgueil des Sétifiens qui ont égalisé à la 79^e, soit à dix minutes de la fin par Dagoulo. Les Canaris ne sont pas sortis donc complètement de la crise et continuent à enregistrer des résultats négatifs à domicile, ce qui inquiète ses fans qui pensaient que le succès enregistré face au Doyen allait être un point de départ pour un retour en force pour jouer les premiers rôles en Championnat.

A. M.

Ligue 2 Mobilis (11^e journée)

Le MC Saïda reste leader

Le MC Saïda, auteur d'un précieux nul en déplacement contre la JSM Béjaïa (0-0) dans l'affiche-phare de la 11^e journée du Championnat de Ligue 2 Mobilis de football, conserve sa place de leader avec deux points d'avance sur son adversaire du jour et l'USM Blida, le grand bénéficiaire de cette journée marquée par le coup d'arrêt pour l'US Chaouïa et l'O Médéa.

Le choc de cette journée entre le leader le MC Saïda et son dauphin la JSM Béjaïa, disputé au stade de l'Unité maghrébine à Béjaïa n'a pas connu de vainqueur. Un score de parité qui fait beaucoup plus les affaires du Mouloudia qui reste aux commandes avec deux longueurs d'avance.

A l'opposé, la JSM Béjaïa qui restait sur un nul face à l'ESM Koléa (1-1) a perdu, face au MCS, son neuvième point sur sa pelouse depuis le début de la saison, confirmant ainsi la mauvaise passe des protégés d'Ali Fergani.

La meilleure opération de la journée est à mettre à l'actif de l'USM Blida qui rejoint la JSMB à la deuxième place grâce à sa victoire à l'arraché contre l'A Boussaâda (1-0).

Un but du baroudeur Noubli (37') a permis aux joueurs de Kamel Mouassa de signer leur cinquième victoire de la saison.

En revanche, l'O Médéa privée de trois joueurs «cadres» pour cause de suspension, est revenu bredouille de son déplacement à Tlemcen en concédant sa troisième défaite de la saison sur une réalisation de Rebai en première période.

L'OM qui demeurerait sur une belle série n'a pas profité de la crise de confiance de son adversaire et a raté une belle occasion pour rester sur la dynamique de victoire.

Le coach Mustapha Biskri n'a pas mâché ses mots à l'issue de la rencontre après la piètre prestation de ses protégés. L'US Chaouïa, battue par le promu le RC Relizane (2-1) est l'autre perdant de cette journée.

Les hommes de Moussa Bezzaz avaient pourtant bien entamé la partie en ouvrant la marque dès la 2^e minute par Goumidi mais c'était sans compter sur l'abnégation des locaux, lesquels ont égalisé par Mokhtar (31') avant que Berramla n'offre la victoire à son équipe à deux minutes de la fin.

Une victoire qui permet au RCR

de rejoindre son adversaire du jour à la cinquième place en compagnie du DRB Tadjenanet, l'autre bénéficiaire de cette journée après son succès en déplacement contre le CA Batna (1-0) grâce à une réalisation d'Omriani (33').

L'autre fait marquant de cette journée est la victoire du CRB Aïn Fekroun contre la lanterne rouge l'AB Merouana (2-1).

Des buts d'Oukrif (33') et Yaâlaoui (48) ont mis fin à la série noire du CRBAF. En bas du classement, c'est le statu quo après le nul entre les mal classés l'USMM Hadjout et l'ESM Koléa (0-0).

Un résultat qui n'arrange aucune des deux équipes, tandis que l'ABM a essuyé sa septième défaite en 11 matches.

Résultats et classement

RCR- USC	2-1
CAB-DRBT	0-1
USMMH- ESMK	0-0
USMB-ABS	1-0
JSMB-MCS	0-0
CRBAF- ABM	2-1
WAT-OM	1-0
ASK- CABBA	1-0

Pts J

1. MC Saïda	21	11
2. USM Blida	19	11
— JSM Béjaïa	19	11
4. O.Médéa	18	11
5. US Chaouïa	17	11
— DRB Tadjenanet	17	11
— RC Relizane	17	11
8. WA Tlemcen	15	11
— CRBAF	15	11
— AS Khroub	15	11
11. A Boussaâda	14	11
— CABBA	14	11
13. CA Batna	13	11
14. ESM Koléa	11	11
15. USMM Hadjout	10	11
16. AB Merouana	6	11

Arbitrage

Bessiri et Salaouadji honorés

Les referees Mustapha Bessiri et Amar Salaouadji ont été élus, respectivement meilleur arbitre directeur et meilleur juge assistant du mois d'octobre par la Commission fédérale des arbitres (CFA) et seront honorés ce week-end pour leur performance, a indiqué vendredi la Fédération algérienne de football (FAF).

Bessiri a été désigné pour officier un des chocs de la 10^e journée de Ligue 1, entre la JS Kabylie et l'ES Sétif, tandis que Salaouadji sera le 2^e juge assistant dans le derby algérois, entre le CR Belouizdad et le MC Alger. Bessiri, arbitre directeur, sera secondé par Hallam et Zerhouni dans le chaud duel qui opposera les Canaris à l'Aigle noir, au moment où Salaouadji secondera Mohamed Bichari, en compagnie de Gourari, qui fera office de 1^{er} juge assistant.

Point d'ordre

Sahara occidental : le rêve vire au cauchemar

Par Nazim Rochd

Il y a quarante ans, à une année près, Hassan II, roi du Maroc, et la Mauritanie de Mokhtar Ould Dada, ont envahi le Sahara occidental, vidé de l'occupation espagnole. Hassan II a dit que ce pays lui appartenait, après avoir appartenu à ses ancêtres, sans expliquer alors pourquoi il le partageait avec un pays, dont il disait aussi qu'il lui appartenait. Il n'a pas dit, non plus, pourquoi il n'a pas organisé, avant ce jour, sa folklorique et ridicule «marche verte», ni pourquoi il ne l'a pas revendiqué à l'Espagne. Comme il ne dira pas pourquoi il ne regardait même pas du côté du nord de son royaume, vers Ceuta et Melilla. Son fils et successeur au trône, sur les traces du père, continue de suer sang et eau pour garder «son Sahara», délaissant les 20% reconquis par le Front Polisario, sans regarder vers ces morceaux de son fief spoliés par les Espagnols. Il continue de braver l'ONU, en ignorant ses résolutions, notamment celle qui ordonne l'organisation d'un référendum d'autodétermination au profit des Sahraouis. S'il peut avoir ce privilège, au même titre que l'entité sioniste, de bafouer la légalité internationale et de nier un peuple, ce n'est pas du tout dû à sa puissance militaire. Son armée a été taillée en pièces par la résistance sahraouie et le cessez-le-feu onusien l'a sauvée du désastre. Un cessez-le-feu concédé il y a vingt-trois ans, en contrepartie d'un référendum qui devait se tenir il y a vingt-deux ans, sous la supervision de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), qui attend toujours d'accomplir la tâche pour laquelle elle a été désignée. Un cessez-le-feu extorqué grâce à un parjure de la France et des États-Unis, chefs de file de l'ignominie. Il fallait sauver, à la fois, le Makhzen de l'effondrement et faire contrepoids contre l'Algérie. Car il s'agit bien de cela. Cependant, les Sahraouis

devaient finir par disparaître de la scène. Et l'eau a coulé sous les ponts. Les Sahraouis sont toujours aussi déterminés à récupérer les 80% occupés de leurs pays et leur cause gagne du terrain. Progressivement, avec la reconfiguration de la carte des intérêts impérialistes, le Makhzen voit s'écrouler ses certitudes sur un soutien occidental sans faille. Exemple, le 9 octobre 2014, la Cour de Justice de l'Union européenne a décidé d'exclure «toute possibilité pour les navires communautaires d'exercer des activités de pêche dans les zones de pêche marocaines sur le fondement d'une licence délivrée par les autorités marocaines sans l'intervention des autorités compétentes de l'Union européenne». Autre exemple, la ministre suédoise des Affaires étrangères, Margot Wallström, vient de déclarer que son gouvernement allait se «pencher sur le cas du Sahara occidental après un examen approfondi de la situation actuelle». Les sionistes eux-mêmes, devant les reconnaissances en cascade d'un Etat palestinien, font un parallèle avec le statut du Sahara occidental. Emmanuel Navon, chef du Département de Science politique et de Communication au Collège universitaire orthodoxe de Jérusalem, s'insurge ainsi : «Comme la RASD (République Sahraouie), l'Autorité palestinienne (AP) ne contrôle que partiellement le territoire qu'elle revendique» Pour lui, en reconnaissant la Palestine en tant qu'Etat, «la Suède pratique une politique de deux poids deux mesures» Et enfin, cette affirmation du sous-secrétaire d'Etat parlementaire des Affaires étrangères, Tobias Ellwood, où est reconnu «le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination». Mohammed VI est bien dans ses petits souliers. Le Polisario a bien d'autres soutiens, au contraire de ce qu'il dit et de ce que disent tous les médias qui, systématiquement, quand il le cite accolent la formule «soutenu par l'Algérie».

N. R.

Contrebande à Boumerdès et à Alger

Saisie d'une importante quantité de médicaments et de matériel médical

LES GENDARMES de la brigade de Boudouaou (Boumerdès) ont saisi une importante quantité de produits pharmaceutiques et de matériel médical de contrebande, et arrêté deux personnes, à Boudouaou et Alger, a indiqué hier le commandement de la Gendarmerie nationale dans un communiqué. Agissant sur renseignement, les gendarmes de ladite brigade ont interpellé un des mis en cause qui étalait au marché de Boudouaou un lot important de comprimés de Viagra et des

cosmétiques de différentes marques d'origine non contrôlée, a-t-on précisé. Poursuivant leurs investigations, et en vertu d'une autorisation d'extension de compétence, les gendarmes enquêteurs ont interpellé son acolyte et saisi, dans un local ouvert sans autorisation à Oued-Semar (Alger), 8 203 comprimés de Viagra, 128 tubes de pommade, des fortifiants de différentes marques et 32 appareils médicaux importés frauduleusement, a-t-on ajouté.

L. M.

LA RENAULT SYMBOL MADE IN ALGERIA SORT BIENTÔT DE L'USINE



Djalou@hotmail.com

Région de Jijel

Récupération d'un important lot d'armes de guerre

■ Un important lot d'armes de guerre et de munitions a été récupéré par les forces de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la zone de Bouhanech à Texana, wilaya de Jijel, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

Par Hafid C.

«**D**ans le cadre de la lutte antiterroriste et contre le crime organisé et suite à l'exploitation efficace des renseignements recueillis en la matière, un détachement des forces de l'Armée nationale populaire relevant du secteur opérationnel de Jijel/5^e Région militaire a récupéré, lors d'une

opération de ratissage menée vendredi 7 novembre 2014 dans la zone de Bouhanech à Texana, un fusil mitrailleur (FMPK), un fusil de type MAT-49, deux fusils de chasse, deux fusils à pompe et une importante quantité de munitions pour différents armements et d'autres objets», a-t-on précisé. Par ailleurs et au niveau de la 4^e Région militaire, un autre détachement des forces combi-

nées de l'ANP relevant du secteur opérationnel de Ouargla, a arrêté, le même jour près de Hassi Messaoud, lors d'une patrouille de reconnaissance, six individus et saisi 120 kg de drogue, un véhicule utilitaire, 300 000 dinars algériens et 5 téléphones portables, selon la même source

H. C./APS

6^e Festival international du théâtre professionnel de Béjaïa

Une école régionale de théâtre et de cirque à Tichy

L a 6^e édition du Festival international du théâtre de Béjaïa a été clôturée mercredi soir dans une ambiance bon enfant après une semaine de spectacles. La cérémonie de clôture a eu lieu à la maison de la culture Taos-Amrouche et a été marquée par des concerts de musique targuie, celui de l'orchestre féminin de l'association Ahbab Sadek El Béjaoui, le groupe Imzad qui a ravi le public venu dire au revoir à la 6^e édition. Omar Fetmouche, commissaire du festival et directeur du théâtre régional Malek-Bouguenmouh, a tenu une conférence au cours de laquelle il a dressé le bilan de cette rencontre et évalué, provisoirement, son déroulement, qualifié, à l'occasion de «succès». «Nous avons atteint 90% de nos objectifs», a-t-il déclaré lors d'un point de presse. L'avis est partagé surtout lorsque l'on compare cette édition aux deux dernières. En effet, la rencontre a eu le mérite de sortir la ville de sa torpeur automnale et distraire les Béjaouis. Omar Fetmouche a rappelé que 230

spectacles ont été présentés lors de ce rendez-vous, dont 30 représentations théâtrales ont été données à guichet fermé devant environ 90 000 spectateurs. D'autres activités ont accompagné cette manifestation, notamment le «colloque scientifique sur l'architecture et le théâtre qui a réuni des spécialistes venus de différents pays, pour ne citer que le Yémen, la Jordanie, le Bénin, le Portugal, une journée d'étude sur Kateb Yacine, des journées thématiques sur le corps en mouvement, le théâtre au féminin et le théâtre amazigh et des spectacles pour enfants. Ajouter à cela les deux masters class qui ont prodigué des formations dans les métiers du cirque et du jeu des comédiens. C'est dans ce sens qu'une équipe d'experts en cirque français et les responsables de la culture et l'APC de Béjaïa ont rencontré les élus de la municipalité de Tichy pour créer une école régionale de formation en théâtre et en cirque. «Nous attendons la réponse de l'APC de Tichy pour l'affectation de la salle de cinéma de la commune au secteur de la culture qui la transformera en école», a indiqué hier Omar Fetmouche sur radio Soummam, rappelant «l'inscription de trois salles de théâtre dans les villes de Tazmalt, Akbou et Sidi-Aïch». Des troupes se sont produites également dans des hôpitaux et dans des asiles, faisant profiter les malades et des personnes âgées de quelques moments de détente et de bonheur. «En tenant compte de ce qui a été réalisé lors de cette édition, nous ne pouvons que dire que nous avons tenu le pari d'avoir

fait sortir la ville de Béjaïa de son ordinaire et fait rêver des dizaines de milliers de gens et surtout libérer le théâtre de la scène à l'italienne», a déclaré M. Fetmouche. Et d'ajouter : «Nous avons externalisé le théâtre par un programme qui a touché la ville de Béjaïa et plusieurs communes de la wilaya, notamment Tichy, El-Kseur, Amizour et Sidi-Aïch». La rencontre a été également «transportée» vers d'autres wilayas, à savoir Boumerdès, Alger et Tizi-Ouzou, ce qui a permis de toucher un nombre important d'amoureux du 4^e art. Seul point noir, nous dit-on, c'est «le manque d'infrastructures pour organiser une rencontre de cette taille». Cela s'est vérifié, encore une fois, car parfois la salle de spectacles du TRB dont la capacité d'accueil ne dépasse pas les 350 places s'est avérée très exigüe devant l'affluence du public à chaque représentation et la salle de la maison de la culture n'est pas adaptée aux spectacles du 4^e art. La cérémonie de clôture a été marquée également par la remise de cadeaux et autres titres de reconnaissance aux participants et à certaines personnalités. A noter que ce rendez-vous pourrait changer de nom, nous dit-on. Il s'appellerait «Festival international de théâtre et des arts vivants». «La prochaine édition occupera d'autres espaces comme des écoles, des lycées, des quartiers populaires et va connaître des balades théâtrales en mer, etc.», avons-nous appris.

Hocine Cherfa